

Entre Madrid et Barcelone, l'escalade

Avant le référendum du 1^{er} octobre, la justice espagnole a arrêté des fonctionnaires du gouvernement catalan

BARCELONE - envoyées spéciales

Julia est venue dès qu'elle a pu. Assise sur un pliant devant la mairie d'El Masnou, au nord de Barcelone, mercredi 20 septembre, la sexagénaire a découvert avec indignation les perquisitions et les arrestations effectuées depuis le matin par la justice espagnole à l'encontre d'organismes et de fonctionnaires du gouvernement catalan. La télévision régionale retransmet en direct les événements et, en fin de matinée, des manifestants commencent à se regrouper sur les lieux visés par la justice.

« On est ici pour la démocratie et par solidarité avec ceux qui ont pu aller à Barcelone, explique-t-elle, entourée de cinq ou six autres femmes indignées par les derniers événements. Je ne suis ici ni pour une patrie ni pour un drapeau, mais pour la dignité. » Sur sa poitrine, un autocollant portant un « oui » indique qu'elle ira voter le 1^{er} octobre au référendum unilatéral organisé par le gouvernement de Catalogne en faveur de l'indépendance de cette région autonome espagnole.

La situation s'est brusquement tendue mercredi à Barcelone, à dix jours d'une consultation à laquelle Madrid dénie toute légitimité. Et l'affrontement institutionnel entre le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy et le gouvernement régional de coalition indépendantiste de Catalogne, que l'on attendait plutôt pour le lendemain du vote, s'est matérialisé.

A la demande d'un juge d'instruction de Barcelone, la Guardia Civil, la police espagnole, a procédé à une quarantaine de perquisitions, dont six dans des ministères régionaux, ainsi qu'à une vingtaine de mises en examen et à l'arrestation de quatorze personnes, hauts fonctionnaires, fournisseurs et hauts responsables du gouvernement catalan.

L'objectif de l'opération est de poursuivre pour désobéissance,

« Si on ne nous laisse pas voter, nous sommes prêts à paralyser le pays »

ALFONSO CARRERAS
manifestant

abus de pouvoir et malversation de fonds publics les responsables de l'organisation du scrutin et d'empêcher qu'il ait lieu. Près de 10 millions de bulletins de vote ont été saisis par les forces de l'ordre dans un entrepôt situé à Bigas, une petite ville du nord de Barcelone.

Les opérations judiciaires ont fait descendre plusieurs dizaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale régionale et des principales villes de Catalogne. Aux cris de « votarem » (« nous voterons »), les manifestants se sont rassemblés devant les ministères perquisitionnés afin d'empêcher les forces de l'ordre d'en sortir, d'entraver les arrestations et de protester contre ce qu'ils considèrent comme une négation de leurs droits politiques.

Devant le siège du petit parti anticapitaliste et séparatiste CUP, un sit-in de plusieurs centaines de personnes a empêché la police de pénétrer dans les locaux. « On piétine nos droits fondamentaux, on ne nous laisse pas nous exprimer pour savoir ce que veut la majorité des Catalans, dénonce Maria Batllo, 29 ans. On a déjà imprimé nos bulletins de vote. Nous sommes prêts à tout pour en finir avec cette fausse démocratie, nous ferons ce que nous demandent les institutions catalanes et nous manifesterons jusqu'à ce que la Catalogne soit indépendante. »

Dans le centre de Barcelone, un grand rassemblement s'est formé dans l'après-midi à l'appel des mouvements indépendantistes. « Nous serons là toutes les nuits s'il le faut jusqu'au 1^{er} octobre », assurent deux militants pour l'indépendance, Alfonso Carreras, ingénieur de 65 ans, et Manuel Sanchez, retraité de 68 ans.

« Si on ne nous laisse pas voter, nous sommes prêts à paralyser le pays, confie Alfonso Carreras. Nous ne nous attendions pas à un tel coup d'Etat contre la démocratie. Nous avons voté pour un programme électoral qui disait que nous allions proclamer l'indépendance lors des élections régionales de 2015. Personne ne nous en a empêchés alors. Que croyait Madrid ? L'Etat, en méprisant nos sentiments, notre culture, notre langue, notre dignité et notre économie, a fait de nous des indépendantistes. »

« L'Etat doit réagir »

Dans la soirée, le premier ministre espagnol, Mariano Rajoy, est intervenu à l'issue de cette journée électrique en menaçant les organisateurs de la consultation. « Aux responsables de la Généralité [la communauté autonome de Catalogne], je recommande qu'ils cessent leurs agissements illégaux, a-t-il déclaré lors d'une

allocution solennelle. Ils savent que ce référendum ne peut plus avoir lieu. Aujourd'hui, il n'est qu'une chimère. Renoncez à cette escalade de radicalité. Vous pouvez encore éviter des maux plus grands. » A Barcelone, les Catalans y ont répondu en sortant sur leurs balcons et en frappant sur des casseroles.

Depuis que le gouvernement catalan a annoncé la tenue de ce référendum, dans des conditions contestées par le gouvernement espagnol mais aussi par le Parti socialiste, la situation n'a cessé de se dégrader. Mariano Rajoy ne croyait pas que l'exécutif catalan aurait le cran d'organiser un scrutin suspendu par le Tribunal constitutionnel. Il comptait sur l'obéissance des fonctionnaires régionaux et sur la crainte des élus d'être condamnés à des peines d'inéligibilité et de prison en cas de vote. Il était aussi convaincu que la reprise économique démobilerait les indépendantistes.

Persuadé de l'efficacité de l'action de la justice, le chef de l'exécutif a déserté le terrain politique. A aucun moment il n'a tenté de

dissuader les électeurs catalans en leur offrant la perspective d'un autre projet politique. « Ce que nous avons vu en Catalogne, c'est une tentative de liquider la Constitution et des gens qui violent la loi, a déclaré M. Rajoy. Maintenant, l'Etat doit réagir. »

« La ligne rouge a été franchie »

Loin d'impressionner les dirigeants catalans, les opérations policières de mercredi sont venues nourrir la rhétorique indépendantiste, qui accuse Madrid de s'opposer à une aspiration populaire et légitime. L'exécutif local a théâtralisé la surprise des électeurs en employant des grands mots.

« Le gouvernement espagnol a franchi la ligne rouge qui le sépare de régimes totalitaires et il est devenu une honte démocratique », a lancé Carles Puigdemont, le président de la Généralité. « Nous n'accepterons pas le retour à des temps passés. Le gouvernement de Catalogne a fait l'objet d'une agression

coordonnée. L'Etat espagnol applique de fait un état d'exception », a-t-il ajouté. Le chef de file du parti de la gauche radicale Podemos, Pablo Iglesias – qui n'est pas favorable à l'indépendance –, a abondé dans ce sens en qualifiant les personnes arrêtées mercredi de « prisonniers politiques », provoquant un scandale à Madrid.

Les autorités régionales continuent d'affirmer que le référendum aura bien lieu. Mais les conditions matérielles risquent de rendre très difficile cet exercice, après les saisies opérées ces derniers jours et les opérations judiciaires en cours. Le gouvernement catalan semble déterminé à proclamer sa déclaration unilatérale d'indépendance. A moins que les deux parties n'entament enfin un dialogue. Le chef de file des socialistes catalans, Miquel Iceta, a lancé « un appel aux gouvernements espagnol et catalan pour freiner une escalade qui nous mène tous au désastre ». Bien peu y croient encore. ■

CÉCILE CHAMBRAUD
ET SANDRINE MOREL

L'exécutif espagnol prend le contrôle des finances catalanes

LE MINISTRE DES FINANCES espagnol, Cristobal Montoro, avait donné un ultimatum au gouvernement indépendantiste de Catalogne. Quarante-huit heures pour reprendre l'envoi des certificats hebdomadaires des dépenses régionales, gelé mi-septembre sur décision du numéro deux du gouvernement catalan, Oriol Junqueras.

Le délai a expiré mardi 19 septembre. Pour s'assurer que «*pas 1 euro*» d'argent public ne servira à l'organisation du référendum du 1^{er} octobre portant sur l'indépendance de la province, le gouvernement espagnol a pris le contrôle des finances régionales.

C'est le nerf de la guerre. Chaque mois, le gouvernement espagnol verse à la Généralité de Catalogne 1,4 milliard d'euros, au titre du système de financement des régions autonomes. C'est ce versement qui a été suspendu, mercredi 20 septem-

bre. Cristobal Montoro a communiqué officiellement au gouvernement de Catalogne que c'est désormais Madrid qui se chargera de payer directement les services essentiels, les fonctionnaires catalans et les fournisseurs de la Généralité.

Méfiance de Madrid envers Barcelone

Pour éviter cette situation inédite, le contrôleur général des finances du gouvernement catalan a reculé et envoyé, mercredi 20 septembre, le certificat hebdomadaire des dépenses qu'il avait refusé de fournir la semaine dernière. Mais pour le ministre des finances espagnol, la décision est arrivée trop tard. «*La procédure sera en vigueur durant des mois ou le temps qu'il sera nécessaire*», a-t-il déclaré devant le Parlement.

Les banques seront mises à contribution pour bloquer de toute urgence les paiements procédant de la Généralité et

dirigés vers le «*financement d'agissements illégaux ou contraires aux décisions des tribunaux*». Selon le quotidien *El País*, Madrid leur a pour cela fourni une liste de près de 300 établissements, sociétés, associations, universités, agences publiques, centres médicaux, musées...

En 2016 déjà, le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy avait imposé un contrôle mensuel des dépenses de la Catalogne pour éviter les détournements de fonds publics pour la préparation du référendum. En juillet, «*après avoir détecté des dépenses destinées à financer des processus électoraux*», a expliqué Cristobal Montoro, il a durci le ton et imposé des contrôles hebdomadaires. «*Cependant la semaine dernière cette instruction fut rompue*», a ajouté le ministre. Et de se demander: «*Comment peut être qualifiée cette attitude? Désobéissance?*» ■

S. M. (BARCELONE, ENVOYÉE SPÉCIALE)